

Sous un pavillon étranger

Rédigé au plus tôt en février 1915. Paru pour la première fois en 1917.

Source : *Œuvres complètes*, T. XXI.

Le premier numéro du *Naché Diélo* (Petrograd, janvier 1915)¹ a publié un article-programme très caractéristique de M. A. Potressov : « À la limite de deux époques. » Tout comme dans un article précédent du même auteur, paru dernièrement dans une revue, on y trouve exposées les idées fondamentales de tout un courant bourgeois de la pensée sociale en Russie, à savoir le courant liquidateur, sur des questions brûlantes de notre temps. À vrai dire, en l'occurrence, il ne s'agit pas d'articles, mais du manifeste d'une tendance bien précise, et quiconque les lira attentivement et réfléchira à leur contenu s'apercevra que seules des considérations fortuites, c'est-à-dire étrangères à des préoccupations purement stylistiques, ont empêché l'auteur (et ses amis, car il n'est pas seul) d'exposer ses idées sous la forme plus appropriée d'une déclaration ou d'un « credo » (profession de foi).

L'idée maîtresse de Potressov, c'est que la démocratie moderne se trouve à la limite de deux époques; et la différence fondamentale entre l'ancienne époque et la nouvelle, c'est que l'étroitesse nationale fait place à l'internationalisme. Par démocratie moderne, A. Potressov entend le type de démocratie de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, qu'il oppose à la démocratie ancienne, bourgeoise, caractéristique de la fin du XVIII^e siècle et des deux premiers du XIX^e.

Il pourrait sembler, au premier abord, que l'auteur a parfaitement raison, que c'est un adversaire de la tendance national-libérale qui règne actuellement au sein de la démocratie moderne, que nous sommes en présence d'un « internationaliste » et non d'un national-libéral.

En effet, prendre la défense de l'internationalisme, rapporter l'étroitesse nationale et l'exclusivisme national à une époque ancienne, révolue, n'est-ce pas briser résolument avec l'épidémie du national-libéralisme, cet ulcère de la démocratie moderne ou, plus exactement, de ses représentants officiels ?

Il est non seulement possible, mais presque inévitable, que cette impression s'impose au premier abord. Et pourtant, elle est profondément erronée. L'auteur fait passer sa marchandise sous un pavillon étranger, Consciemment ou non (peu importe en l'espèce), il a recouru à une petite ruse de guerre, en hissant le pavillon de l'« internationalisme » pour faire passer en contrebande, avec le minimum de risque, sa marchandise national-libérale. Car Potressov est incontestablement un national-libéral. Tout le fond de son article (ainsi que de son programme, de sa plate-forme, de son « credo »), c'est précisément l'emploi de cette petite ruse de guerre, innocente si l'on veut, qui consiste à faire passer l'opportunisme sous le pavillon de l'internationalisme. Il importe de mettre en lumière ce trait fondamental jusqu'en ses moindres détails, car c'est là une question d'une portée considérable, absolument primordiale. Et l'utilisation d'un pavillon étranger par A. Potressov est d'autant plus dangereuse que celui-ci ne se camoufle pas seulement derrière le principe de l'« internationalisme », mais aussi derrière le titre d'adepte de la « méthodologie marxiste ». Autrement dit, Potressov veut être un disciple et un représentant authentique du marxisme alors qu'en réalité il substitue au marxisme le national-libéralisme. A. Potressov veut « rectifier » Kautsky², en l'accusant de jouer les « avocats »,

c'est-à-dire de défendre le libéralisme aux couleurs de telle ou telle nation, le libéralisme aux couleurs de diverses nations. A. Potressov veut opposer l'internationalisme et le marxisme au national-libéralisme (car il est absolument certain et indéniable que Kautsky est devenu aujourd'hui un national-libéral). Mais, en fait, Potressov oppose au national-libéralisme *multicolore* un national-libéralisme *unicolore*. Or, le marxisme est hostile – et ce, dans la situation historique concrète actuelle, sous tous les rapports – à tout national-libéralisme.

Qu'il en est bien ainsi, et pour quelles raisons, c'est ce que nous allons voir maintenant.

1

Le lecteur comprendra plus facilement les raisons profondes des tribulations au terme desquelles Potressov s'est trouvé embarqué sous le pavillon du national-libéralisme s'il pénètre comme il faut le sens du passage suivant de son article :

« Avec toute l'ardeur qui leur était propre, ils (Marx et ses camarades) se lançaient à la recherche d'une solution au problème, sans reculer devant sa difficulté; ils posaient le diagnostic du conflit, ils tentaient de déterminer quel était le camp dont le succès laisserait le plus libre cours aux possibilités qui leur paraissaient souhaitables, et c'est ainsi qu'ils établissaient la base sur laquelle ils élaboraient leur tactique » (p. 73, souligné par nous).

« Quel est le camp dont le succès est à préférer » – voilà ce qu'on doit déterminer, et cela d'un point de vue non pas national, mais international; voilà l'essence de la méthodologie marxiste; voilà ce que Kautsky n'indique pas, cessant du même coup d'être un « juge » (c'est-à-dire un marxiste) pour devenir un « avocat » (national-libéral). Telle est l'idée de A. Potressov. Lui-même est profondément convaincu qu'il ne joue nullement les « avocats » lorsqu'il soutient que le succès de l'une des parties (la sienne) est préférable, mais qu'il s'inspire de considérations authentiquement internationalistes sur les péchés « démesurés » commis par l'autre partie.

Et Potressov, et Maslov, et Plékhanov, etc., s'inspirent de considérations authentiquement internationalistes qui les conduisent aux mêmes conclusions que le premier nommé... C'est naïf au point de... Mais n'anticipons pas, et finissons-en tout d'abord avec l'analyse purement théorique de la question.

« Le camp dont le succès est à préférer », Marx l'a déterminé, par exemple, lors de la guerre d'Italie en 1859. Potressov s'arrête précisément à cet exemple, « qui présente pour nous un intérêt tout spécial en raison de certaines particularités ». De notre côté, nous sommes également d'accord pour prendre l'exemple choisi par A. Potressov

Napoléon III déclara la guerre à l'Autriche en 1859 soi-disant pour libérer l'Italie, mais en réalité pour servir ses intérêts dynastiques.

« Derrière Napoléon III, écrit Potressov, se dessinait la silhouette de Gortchakov, qui venait de conclure un traité secret avec l'Empereur des Français. » Voilà les contradictions qui se nouent : d'une part, la monarchie la plus réactionnaire d'Europe, qui maintient l'Italie dans l'oppression; de l'autre, les représentants de l'Italie révolutionnaire en train de se libérer, jusques et y compris Garibaldi, qui marchent la main dans la main avec l'ultra-réactionnaire Napoléon III, etc. « N'aurait-il pas été plus simple, écrit Potressov, de rester à l'écart du péché en disant : « l'un et l'autre sont les pires » ? Cependant, ni Engels, ni Marx, ni Lassalle ne se sont laissé séduire par la « simplicité » d'une telle solution; ils se

sont mis à rechercher la question » (A. Potressov veut dire : à étudier et à examiner la question) « de savoir quelle issue du conflit pouvait offrir le plus de chances à la cause qui leur était chère à tous ».

Contrairement à Lassalle, Marx et Engels pensaient que la Prusse devait intervenir. De l'aveu même de Potressov, ils considéraient entre autres choses « que le conflit avec la coalition ennemie pouvait donner naissance en Allemagne à un mouvement national qui prendrait de l'extension en passant par-dessus la tête des nombreux potentats de ce pays, et ils se demandaient laquelle des puissances du concert européen représentait le mal principal : la monarchie réactionnaire du Danube ou les autres principaux représentants de ce concert ».

Il nous importe peu, conclut Potressov, de savoir qui a eu raison, de Marx ou de Lassalle; l'important, c'est que tous s'accordent sur la nécessité de déterminer quel est le camp dont il faut, d'un point de vue internationaliste, préférer le succès.

Tel est l'exemple choisi par Potressov; tel est le raisonnement de notre auteur. Si Marx a su à l'époque « peser le pour et le contre à propos des conflits internationaux » (selon l'expression de A. Potressov), malgré le caractère ultra-réactionnaire des gouvernements des *deux* parties belligérantes, aujourd'hui les marxistes sont également tenus de porter un jugement *du même genre*, conclut Potressov.

Cette conclusion est une naïve puérité ou un grossier sophisme, car elle se réduit à ceci : puisque Marx trancha en 1859 la question de savoir quelle était la bourgeoisie dont il fallait préférer le succès, nous devons, à plus d'un demi-siècle d'intervalle, résoudre à notre tour une question exactement semblable.

Potressov *n'a pas remarqué* que la question posée par Marx en 1859 (ainsi qu'en plusieurs autres circonstances ultérieures) : « Quel est le camp dont le succès est préférable ? » équivaut à la question : « Quelle est la bourgeoisie dont le succès est à préférer ? » Potressov *n'a pas remarqué* que Marx répondait à cette question à un moment où non seulement il existait des mouvements *bourgeois* incontestablement *progressistes*, mais où ces mouvements se trouvaient au premier plan du développement historique dans les principaux États d'Europe. Il serait absolument ridicule de vouloir parler aujourd'hui d'une bourgeoisie progressiste, d'un mouvement bourgeois progressiste à propos, par exemple, de ces figures incontestablement centrales et importantes du « concert » européen que sont l'Angleterre et l'Allemagne. L'ancienne « démocratie » bourgeoise de ces États qui occupent une place centrale des plus importantes est devenue réactionnaire. Or, M. A. Potressov l'a « oublié » et a substitué au point de vue de la démocratie *moderne* (non bourgeoise) celui de l'*ancienne* pseudo-démocratie (bourgeoise). Adopter le point de vue d'une autre classe et, qui plus est, d'une classe ancienne, qui a fait son temps, c'est de l'opportunisme le plus pur. Il ne saurait être question de justifier cette attitude par l'analyse du contenu objectif de l'évolution historique dans l'ancienne époque et dans la nouvelle.

C'est justement la bourgeoisie – par exemple en Allemagne et aussi, d'ailleurs, en Angleterre – qui s'efforce d'opérer le tour de main accompli par A. Potressov, en substituant à l'époque impérialiste celle des mouvements bourgeois progressistes, de libération nationale et de libération démocratique. Potressov renonce à tout point de vue critique pour se traîner derrière la bourgeoisie. Et c'est d'autant plus impardonnable que Potressov, dans l'exemple qu'il a lui-même choisi, a été obligé d'admettre et d'indiquer le genre des considérations qui ont guidé Marx, Engels et Lassalle à cette époque depuis

longtemps révolue^a.

Ces considérations portaient, premièrement, sur le mouvement national (en Allemagne et en Italie), sur le fait qu'il évoluerait par-dessus la tête « des représentants du moyen-âge »; deuxièmement, sur le « mal principal » incarné par les monarchies réactionnaires (autrichienne, napoléonienne, etc.) dans le concert européen.

Ces considérations sont parfaitement claires et indiscutables. Les marxistes n'ont jamais nié le progrès que constituent les mouvements bourgeois de libération nationale contre les forces de la féodalité et de l'absolutisme. A. Potressov ne peut ignorer que *rien de pareil* n'existe et ne pouvait exister chez les puissances centrales, c'est-à-dire chez les puissances belligérantes les plus importantes de notre époque. En Italie comme en Allemagne, il y avait alors des mouvements populaires de libération nationale qui duraient depuis des dizaines d'années. À cette époque, ce n'était pas la bourgeoisie occidentale qui soutenait de ses deniers certaines autres puissances; au contraire, ces puissances représentaient *réellement* le « mal principal ». A. Potressov ne peut ignorer – il le reconnaît lui-même dans cet article – qu'aujourd'hui, *pas une seule* des autres puissances n'est et ne peut être le « mal principal ».

La bourgeoisie (la bourgeoisie allemande par exemple, mais elle est loin d'être la seule) réchauffe dans un but intéressé l'idéologie des mouvements nationaux en essayant de la transposer à l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire à une époque toute différente. Comme toujours, les opportunistes se traînent à la remorque de la bourgeoisie, en abandonnant le point de vue de la démocratie *moderne* pour adopter celui de la démocratie *ancienne* (bourgeoise). C'est en cela que pèchent essentiellement les articles, la position et toute la ligne de A. Potressov et de ses émules liquidateurs. Lorsque Marx et Engels se demandaient de quelle bourgeoisie il fallait préférer le succès, c'était à l'époque de la démocratie *ancienne* (bourgeoise), avec le souci de transformer un mouvement modestement libéral en un mouvement impétueusement démocratique. A. Potressov prêche le national-libéralisme bourgeois à l'époque de la démocratie *moderne* (et non bourgeoise), alors que ni en Angleterre, ni en Allemagne, ni en France, il ne saurait être question de mouvements progressistes bourgeois, ni modestement libéraux ni impétueusement démocratiques. Marx et Engels allaient *de l'avant* par rapport à *leur* époque, l'époque des mouvements progressistes nationaux bourgeois, en poussant ces mouvements plus avant, en veillant à les développer « par-dessus » la tête des porte-parole du moyen âge.

Potressov, comme du reste tous les social-chauvins, rétrograde par rapport à son époque, celle de la démocratie moderne, en reprenant le point de vue depuis longtemps périmé, mort, et par là même foncièrement faux, de la démocratie ancienne (bourgeoise).

a Notons en passant que Potressov se refuse à établir qui, de Marx ou de Lassalle, avait raison dans leurs jugements sur la guerre de 1859. Nous pensons (malgré Mehring) que c'est Marx qui avait raison, et que Lassalle fut, là aussi, un opportuniste, comme lorsqu'il flirtait avec Bismarck, Lassalle s'accommodait de la victoire de la Prusse et de Bismarck, de la force insuffisante des mouvements nationaux démocratiques en Italie et en Allemagne. Il penchait ainsi vers une politique ouvrière national-libérale. Marx, au contraire encourageait et développait une politique indépendante, rigoureusement démocratique, hostile à la lâcheté national-libérale (l'intervention de la Prusse contre Napoléon III en 1859 aurait stimulé le mouvement populaire en Allemagne). Lassalle tournait ses regards plus souvent vers le haut que vers le bas, il était ébloui par Bismarck. Le « succès » de Bismarck ne justifie nullement l'opportunisme de Lassalle.

C'est pourquoi, A. Potressov patauge désespérément lorsqu'il lance cet appel ultra-réactionnaire à la démocratie :

« Ne recule pas, mais va de l'avant. Non pas vers l'individualisme, mais vers la conscience internationale dans toute sa plénitude et toute sa force. Va de l'avant, c'est-à-dire aussi dans un certain sens en arrière : en arrière vers Engels, Marx, Lasalle, vers leur méthode d'analyse des conflits internationaux, vers leur façon de faire servir jusqu'à l'action internationale des États au bien de la démocratie en général. »

A. Potressov fait reculer la démocratie moderne non pas « dans un certain sens », mais dans tous les sens; il la ramène aux mots d'ordre et à l'idéologie de l'ancienne démocratie bourgeoise, à la dépendance des masses vis-à-vis de la bourgeoisie... La méthode de Marx consiste avant tout à considérer le contenu *objectif* du processus historique à un moment donné et dans des circonstances données, afin de comprendre avant tout *quelle* classe, par son mouvement, est la principale force motrice du progrès dans cette situation concrète. En 1859, le contenu objectif du processus historique en Europe continentale n'était pas l'impérialisme, mais les mouvements bourgeois de libération nationale. La force motrice principale était le mouvement de la bourgeoisie contre les forces de la féodalité et de l'absolutisme. Mais le très sage A. Potressov, raisonnant 55 ans plus tard, alors que la place des féodaux réactionnaires est occupée par les magnats du capital financier de la bourgeoisie sénile qui ont fini par leur ressembler, veut juger les conflits internationaux du point de vue *de la bourgeoisie, et non de la nouvelle classe*^a.

A. Potressov n'a pas réfléchi à la portée de la vérité qu'il a exprimée en tenant ce langage. Admettons que deux pays se fassent la guerre à l'époque des mouvements bourgeois de libération nationale. Quel est le pays dont on doit préférer le succès, du point de vue de la démocratie moderne ? Évidemment, celui dont la victoire impulsera au maximum et développera le plus impétueusement le mouvement d'émancipation de la bourgeoisie et affaiblira le plus le système féodal. Admettons ensuite que le facteur *déterminant* de la situation historique objective ait changé, et qu'à la place du capital de la période de libération nationale intervienne le capital impérialiste international, le capital réactionnaire, financier. L'un des pays possède, disons, les trois quarts de l'Afrique et l'autre, le quart. Le contenu objectif de leur guerre est un nouveau partage de l'Afrique. Quel est le pays dont il faut souhaiter le succès ? Posée sous sa forme première, cette question est absurde, car les anciens critères font défaut : le long développement du mouvement d'émancipation bourgeois, aussi bien que le long déclin de la de la société féodale. Ce n'est pas l'affaire de la démocratie moderne que d'aider le premier pays à affermir son « droit » sur les trois quarts de l'Afrique, ni d'aider le second à s'approprier ces trois quarts (même si son évolution économique est plus rapide que celle du premier).

La démocratie moderne ne sera fidèle à elle-même que si elle ne s'allie à aucune bourgeoisie impérialiste, si elle déclare que « l'une et l'autre sont les pires », si elle souhaite dans chaque pays la défaite de la bourgeoisie impérialiste. Toute autre solution sera, dans la pratique, national-libérale, et n'aura rien de commun avec l'internationalisme authentique.

a « En réalité, écrit Potressov, c'est justement au cœur de cette période de prétendue stagnation que de vastes processus moléculaires se sont déroulés à l'intérieur de chaque pays et que la situation internationale s'est peu à peu transformée, car son élément *déterminant* devenait de plus en plus clairement la politique de conquêtes coloniales, la politique de l'impérialisme belliqueux. »

Que le lecteur ne se laisse pas abuser par la terminologie ronflante dont A. Potressov se sert pour camoufler son ralliement au point de vue de la bourgeoisie. Lorsqu'il s'exclame : « non pas vers l'individualisme, mais vers la conscience internationale dans toute sa plénitude et toute sa force », il entend opposer sa façon de voir à celle de Kautsky. Lorsqu'il qualifie d'« individualisme » l'opinion de Kautsky (et consorts), il veut dire que ce dernier refuse de se demander « quel est le camp dont le succès est préférable » et justifie le national-libéralisme des ouvriers de chaque pays pris « individuellement ». Mais nous autres, laisse-t-il entendre, c'est-à-dire A. Potressov, Tchérévanine, Maslov, Plékhanov, etc., nous faisons appel à « la conscience internationale dans toute sa plénitude et toute sa force », car si nous sommes partisans d'un national-libéralisme d'une certaine couleur, ce n'est nullement du point de vue d'un État pris individuellement (ou d'une nation individuellement), mais sous un angle authentiquement international... Ce raisonnement serait ridicule s'il n'était si... infâme.

A. Potressov et Cie aussi bien que Kautsky se traînent à la remorque de la bourgeoisie, en trahissant le point de vue de la classe qu'ils prétendent représenter.

2

Potressov a intitulé son article : « À la limite de deux époques. » Il est hors de doute que nous vivons à la limite de deux époques, et les événements historiques d'une importance considérable qui se déroulent sous nos yeux ne peuvent être compris que si l'on analyse, en tout premier lieu, les conditions objectives du passage de l'une à l'autre. Il s'agit de grandes époques historiques : il y a et il y aura dans toute époque des mouvements partiels, particuliers, dirigés tantôt en avant, tantôt en arrière; il y a et il y aura des écarts par rapport au type moyen et au rythme moyen du mouvement. Nous ne pouvons savoir à quelle allure ni avec quel succès se déploieront les mouvements historiques d'une époque donnée. Mais nous pouvons savoir et nous savons quelle classe se trouve au centre de telle ou telle époque, et détermine son contenu fondamental, l'orientation principale de son développement, les particularités essentielles de son cadre historique, etc. C'est seulement sur cette base, c'est-à-dire en considérant tout d'abord les traits distinctifs essentiels des diverses « époques » (et non des épisodes particuliers de l'histoire de chaque pays) que nous pouvons déterminer correctement notre tactique; et seule la connaissance des traits fondamentaux d'une époque permet d'envisager les particularités de détail présentées par tel ou tel pays.

C'est précisément là que gît le maître sophisme de A. Potressov et de Kautsky (dont l'article est publié dans le même numéro du *Naché Diélo*), ou encore l'erreur cardinale qui les conduit l'un et l'autre à des conclusions national-libérales et non marxistes.

Le fait est que l'exemple choisi par A. Potressov comme offrant à ses yeux « un intérêt tout spécial », la campagne d'Italie de 1859, ainsi qu'un grand nombre d'exemples historiques *analogues* cités par Kautsky, ne se rapportent « *justement pas* aux époques historiques » « à la limite » desquelles nous vivons. Donnons à l'époque où nous entrons (ou plutôt où nous sommes entrés, mais qui n'en est qu'à son début) le nom d'époque contemporaine (ou troisième). Appelons celle dont nous venons de sortir l'époque d'hier (ou deuxième). Il faudrait alors nommer l'époque d'où Kautsky et A. Potressov tirent leurs exemples celle d'avant-hier (ou première). Le sophisme révoltant, la fausseté intolérable des raisonnements de A. Potressov comme de Kautsky, proviennent précisément de ce qu'ils substituent aux conditions de l'époque moderne (la troisième) celles de l'époque d'avant-hier (la première).

Expliquons-nous.

La classification courante des époques historiques, fréquemment indiquée dans la littérature marxiste, maintes fois reprise par Kautsky et adoptée par A. Potressov dans son article, est la suivante : 1) 1780-1874; 2) 1874-1914; 3) 1914-? Il va de soi que ces délimitations, comme en général toutes les délimitations dans la nature où dans la société, sont conventionnelles et mobiles, relatives et non absolues. Et c'est seulement d'une manière approximative que nous prenons les faits historiques les plus saillants, les plus marquants, comme des jalons des grands mouvements historiques. La première époque, qui va de la grande Révolution française à la guerre franco-allemande, est celle où la bourgeoisie est en plein essor, où elle triomphe sur toute la ligne. Nous avons affaire ici à la bourgeoisie montante, à l'époque des mouvements démocratiques bourgeois en général et des mouvements nationaux bourgeois en particulier, à l'époque où les institutions périmées de la société féodale et absolutiste disparaissent rapidement. La seconde époque est celle où la bourgeoisie, parvenue à une domination sans partage, commence à décliner; c'est l'époque de la transition qui mène de la bourgeoisie progressiste au capital financier réactionnaire et ultra-réactionnaire. C'est l'époque où une nouvelle classe, la démocratie moderne, prépare et rassemble lentement ses forces. La troisième époque, qui vient à peine de commencer, place la bourgeoisie dans la même « situation » que celle des seigneurs féodaux au cours de la première époque. C'est l'époque de l'impérialisme et des ébranlements impérialistes, ou découlant de l'impérialisme.

Kautsky lui-même a défini avec la plus grande précision, dans toute une série d'articles et dans sa brochure : *Le chemin du pouvoir* (parue en 1909), les traits essentiels de la troisième époque; il a montré en quoi elle diffère radicalement de la deuxième (celle d'hier). et reconnu que les tâches immédiates, ainsi que les conditions et les formes de lutte de la démocratie contemporaine, s'étaient modifiées en raison des changements survenus dans les conditions historiques objectives. Aujourd'hui, Kautsky brûle ce qu'il adorait; il change ses batteries de la manière la plus incroyable, la plus indécente, la plus éhontée. Dans la brochure que nous venons de citer, il parle sans détours des symptômes annonciateurs de la guerre, et très exactement de celle qui devint un fait en 1914. Une simple comparaison de certains passages de cette brochure avec ce que Kautsky écrit aujourd'hui suffirait à démontrer de la façon la plus évidente qu'il renie ses propres convictions et ses déclarations les plus solennelles. Et, sous ce rapport, Kautsky n'est pas un cas isolé (nullement un cas limité à l'Allemagne); il est le représentant typique de toute une couche supérieure de la démocratie moderne, qui, au moment de la crise, s'est rangée aux côtés de la bourgeoisie.

Tous les exemples historiques cités par A. Potressov et Kautsky se rapportent à la première époque. Le contenu objectif essentiel des événements historiques à l'époque des guerres non seulement de 1855, 1859, 1864, 1866, 1870, mais aussi de 1877 (guerre russo-turque) et de 1896-1897 (guerres entre la Turquie et la Grèce et troubles d'Arménie), était constitué par les mouvements nationaux bourgeois, où par les « convulsions » de la société bourgeoise se libérant des diverses formes du système féodal. Il ne pouvait absolument pas être question, dans nombre de pays évolués, d'une action véritablement indépendante de la démocratie moderne, et correspondant à la période de décomposition et de déclin de la bourgeoisie. Parmi les classes alors existantes, et qui prenaient part aux guerres de cette époque, la bourgeoisie était la principale à suivre une ligne ascendante et la seule à disposer d'une force suffisante pour pouvoir écraser les

institutions féodales et absolutistes. Dans plusieurs pays, cette bourgeoisie, représentée par différentes couches de producteurs aisés, était progressiste à des degrés divers et parfois même révolutionnaire (par exemple une partie de la bourgeoisie italienne en 1859); mais le trait commun à toute cette époque était précisément le caractère progressiste de la bourgeoisie, *c'est-à-dire* le fait qu'elle n'avait pas encore achevé, pas encore consommé sa lutte contre la féodalité. Il est tout naturel que les tenants de la démocratie moderne, et Marx qui en était le représentant, s'inspirant du principe incontestable selon lequel il faut soutenir la bourgeoisie progressiste (la bourgeoisie capable de lutter) contre la féodalité, se soient alors posé la question de savoir « quel était le camp », *c'est-à-dire quelle* était la bourgeoisie dont on devait préférer le succès. Par son contenu économique et de classe, le mouvement populaire dans les principaux pays touchés par la guerre avait alors un sens démocratique en général, *c'est-à-dire* démocratique bourgeois. Assurément, on ne pouvait à l'époque poser d'*autre* question que celle-ci : quelle est la bourgeoisie dont la victoire, dans un concours de circonstances données, aboutissant à la défaite de certaines forces réactionnaires (féodales et absolutistes, entravant l'essor de la bourgeoisie), peut offrir le maximum de « champ d'action » à la démocratie moderne ?

En outre, et Potressov lui-même se voit contraint de le reconnaître, lorsque Marx « appréciait » les conflits internationaux sur la base des mouvements bourgeois nationaux et de libération, il s'attachait à déterminer le camp dont le succès était le plus susceptible de favoriser le « développement » (cf. la page 74 de l'article de Potressov) des mouvements démocratiques nationaux et, plus généralement, populaires. Cela signifie qu'en face de conflits armés dus à la montée de la bourgeoisie vers le pouvoir au sein des diverses nations, Marx avait par-dessus tout, comme en 1848, le souci de l'extension et de l'accentuation des mouvements démocratiques bourgeois par la participation de masses de plus en plus larges et de plus en plus « plébéiennes », de la petite bourgeoisie en général, de la paysannerie en particulier, en un mot, des classes non possédantes. C'est précisément cet intérêt que Marx portait à l'élargissement de la base sociale du mouvement et à son développement qui distingue radicalement sa tactique démocratique conséquente de la tactique inconséquente de Lassalle, qui inclinait à l'alliance avec les national-libéraux.

Dans la troisième époque également, les conflits internationaux sont restés semblables, par leur forme, à ceux de la première, mais leur contenu social et leur signification de classe s'est totalement modifié. La situation historique objective est devenue tout autre.

La lutte menée contre la féodalité par le capital ascendant pour sa libération dans le cadre national a cédé le pas à la lutte du capital financier ultra-réactionnaire, décrépité, se survivant à lui-même, allant vers son déclin, contre les forces nouvelles. Le cadre national bourgeois des États, qui avait fourni dans la première époque un point d'appui au *développement* des forces productives de l'humanité en train de se libérer du système féodal, est maintenant devenu, dans la troisième époque, un *obstacle* à l'essor ultérieur de ces mêmes forces. Naguère classe avancée et ascendante, la bourgeoisie est devenue une classe décadente, déclinante, moribonde, réactionnaire. C'est une tout autre classe qui, sur le vaste plan de l'histoire, est devenue la classe ascendante.

A. Potressov et Kautsky ont abandonné le point de vue de cette classe et sont revenus en arrière en reprenant à leur compte le mensonge bourgeois basé sur cette idée qu'*aujourd'hui encore*, le processus historique a pour contenu objectif le mouvement progressiste de la bourgeoisie contre la féodalité. En réalité, il ne saurait être question aujourd'hui pour la démocratie *moderne* de se traîner à la remorque de la bourgeoisie

réactionnaire, impérialiste, quelle que soit la « couleur » de cette dernière.

Dans la première époque, la tâche historique était objectivement de savoir comment la bourgeoisie progressiste, dans sa lutte contre les *principaux* représentants de la féodalité expirante, devait « utiliser » les conflits internationaux pour le plus grand profit de l'ensemble de la démocratie bourgeoise mondiale en général. À ce moment-là, au cours de cette première époque, qui remonte à plus d'un demi-siècle, il était naturel et inévitable que la bourgeoisie asservie par la féodalité souhaitât la défaite de « son » oppresseur féodal; d'ailleurs, le nombre des principales citadelles de la féodalité, les citadelles centrales, d'importance européennes n'était pas bien grand. Et Marx d'« apprécier », dans quel pays, devant une situation concrète donnée, la victoire du mouvement bourgeois de libération pouvait saper le plus *efficacement* les citadelles de la féodalité *européenne*.

Actuellement, dans la troisième époque, il ne reste plus de citadelles féodales d'importance européenne. La démocratie moderne a évidemment pour tâche d'« utiliser » les conflits internationaux, mais cette utilisation doit précisément, contrairement à ce que préconisent A. Potressov et Kautsky, être *internationale*, et dirigée non pas contre tel ou tel capital financier national, mais contre le capital financier international. En outre, ce n'est pas la classe ascendante d'il y a 50 ou 100 ans qui doit s'acquitter de cette tâche. Il s'agissait alors (selon l'expression de A. Potressov) de l'« action internationale » de la démocratie bourgeoise la plus avancée; aujourd'hui, l'histoire et la situation objective posent une tâche du même ordre à une tout autre classe.

3

Potressov caractérise la deuxième époque ou la « tranche de 45 années » (1870-1914), comme il l'appelle, d'une façon très incomplète. Il en va de même dans l'ouvrage publié en allemand par Trotsky, encore que ce dernier ne soit pas d'accord avec les conclusions pratiques de A. Potressov (ce qui est tout à son avantage); au reste, ces deux auteurs ne voient sans doute pas clairement ce qui les rapproche dans une certaine mesure.

Au sujet de l'époque que nous avons appelée la deuxième, ou celle d'hier, Potressov écrit :

« La limitation aux questions de détail de l'activité et de la lutte et l'idée universelle d'un développement graduel, ces signes du temps, que certains ont érigés en principes, sont devenues pour d'autres un fait coutumier et, à ce titre, un élément constituant de leur psychologie, un trait de leur idéologie » (p. 71).

« Sa faculté (il s'agit de l'époque) de progresser régulièrement et sans précipitation a eu deux revers : premièrement, elle a été manifestement incapable de s'adapter aux périodes où ce développement graduel se trouvait perturbé et où se produisaient toutes sortes d'événements catastrophiques; deuxièmement, elle s'est trouvée particulièrement prisonnière du cadre de l'action nationale, du milieu national » (p. 72)...

« Ni révolution, ni guerres » (70)...

« La démocratie prit un caractère national d'autant plus facilement que la période de sa « guerre de position » se prolongeait et que continuait à tenir la scène cette période de l'histoire européenne qui... n'a pas connu de conflits internationaux au cœur de l'Europe, qui a ignoré par conséquent des troubles dépassant les frontières des États nationaux, et ne s'est pas passionnée pour

des intérêts à l'échelle de l'Europe ou du monde entier » (pp. 75-76).

Le principal défaut de cette caractéristique, comme de celle donnée par Trotsky pour la même époque, c'est le refus de voir et d'admettre les profondes contradictions internes au sein de la démocratie moderne qui s'est développée sur cette base. On pourrait croire que la démocratie moderne de cette époque soit restée un tout homogène qui, dans l'ensemble, s'est pénétré de l'idée du développement graduel, a pris un caractère national, a perdu l'habitude des perturbations de ce développement graduel et des catastrophes, s'est étriqué et couvert de moisissure.

En réalité, il ne pouvait on être ainsi, car, parallèlement à ces tendances agissaient aussi, sans conteste, des tendances contraires : l'« existence » des masses ouvrières s'internationalisait – pensons à l'attraction exercée par les villes et au nivellement des conditions de vie dans les grandes villes du monde entier, à l'internationalisation du capital, au brassage de la population urbaine et rurale, locale et allogène, dans les grandes fabriques, etc., – les contradictions de classe s'accroissaient, les syndicats patronaux exerçaient une pression croissante sur les syndicats ouvriers, des formes de lutte plus aiguës et plus violentes apparaissaient, par exemple les grèves de masse, le coût de la vie augmentait, le joug du capital financier devenait intolérable, etc., etc.

En réalité, *il n'en a pas été* ainsi, et nous le savons fort bien. Aucun pays, absolument aucun des grands pays capitalistes d'Europe n'a été épargné à cette époque par la lutte entre les deux courants contraires au sein de la démocratie moderne. Dans chacun des grands pays, malgré le caractère « pacifique », « stagnant », assoupi de l'époque, cette lutte a pris les formes les plus violentes, allant jusqu'à la scission. Ces courants contraires se sont manifestés dans tous les domaines de la vie sans exception, et à propos de toutes les questions de la démocratie moderne : attitude envers la bourgeoisie, alliances avec les libéraux, vote des crédits, attitude envers la politique coloniale, les réformes, la lutte économique, la neutralité des syndicats, etc.

L'« idée universelle du développement graduel » n'a nullement dominé sans partage au sein de la démocratie moderne, comme on pourrait le croire d'après Potressov et Trotsky. Non, elle s'est cristallisée en un certain courant qui, plus d'une fois dans l'Europe de cette époque, a conduit à la formation de fractions, parfois même de partis distincts, au sein de la démocratie moderne. Ce courant a eu ses chefs, sa presse, sa politique et son influence particulière – et particulièrement organisée – sur les masses populaires, plus encore. Ce courant s'appuyait toujours davantage et, finalement, il « prit appui » définitivement, si l'on peut dire, sur les intérêts d'une certaine couche sociale au sein de la démocratie moderne.

L'« idée universelle du développement graduel » rallia, naturellement, dans les rangs de la démocratie moderne, bon nombre de « compagnons de route » petits-bourgeois; puis des particularités petites-bourgeoises apparurent, dans l'existence et, par conséquent, dans l'« orientation » politique d'une certaine couche de parlementaires, de journalistes, de fonctionnaires syndicaux; il se forma une sorte de bureaucratie, d'aristocratie de la classe ouvrière, plus ou moins nettement affirmée et délimitée.

Considérons, par exemple, la possession des colonies, l'extension du domaine colonial. Ce fut certainement, l'un des traits distinctifs de l'époque envisagée et de la plupart des grands États. Or, qu'est-ce que cela signifiait au point de vue économique ? Une masse de surprofits et de privilèges particuliers pour la bourgeoisie, et aussi, indiscutablement, la possibilité, d'abord pour une faible minorité de petits bourgeois, et ensuite pour les

employés les mieux placés, les fonctionnaires du mouvement ouvrier, etc., de recevoir également des miettes de ces « parts de gâteau ». C'est un fait indéniable, reconnu et souligné déjà par Marx et Engels, qu'une minorité insignifiante de la classe ouvrière anglaise, par exemple, a « bénéficié » ainsi de miettes de ces profits coloniaux et de ces privilèges. Mais ce qui était alors un phénomène exclusivement anglais, est devenu commun à tous les grands pays capitalistes d'Europe, au fur et à mesure qu'ils s'emparaient de vastes colonies et, en général, parallèlement à la croissance et au développement de la période impérialiste du capitalisme.

En un mot, l'« idée universelle du développement graduel », caractéristique de la deuxième époque (ou époque d'hier), n'a pas seulement suscité une certaine « incapacité de s'adapter aux perturbations de ce développement graduel », comme le pense A. Potressov, elle n'a pas seulement créé certaines tendances « possibilistes », comme le suppose Trotsky : elle a engendré tout un *courant* opportuniste, qui s'appuie au sein de la démocratie contemporaine sur une certaine couche sociale, rattachée à la bourgeoisie de sa « couleur » nationale par les liens multiples d'intérêts économiques, sociaux et politiques communs, un courant carrément, ouvertement, très sciemment et systématiquement hostile à toute idée de « perturbations dans le développement graduel ».

Nombre d'erreurs commises par Trotsky (pour ne rien dire de Potressov) dans le domaine de la tactique ou de l'organisation trouvent leur origine précisément dans cette crainte, ou ce refus, ou cette incapacité de reconnaître comme un fait la « maturité » complète du courant opportuniste, ainsi que la liaison étroite, indissoluble, existant entre ce courant et les national-libéraux (ou le social-nationalisme) d'aujourd'hui. Dans la pratique, si l'on nie cette maturité et cette liaison indissoluble, on se trouve, pour le moins, totalement désorienté et impuissant, face au fléau social-nationaliste (ou national-libéral) qui règne actuellement.

Le lien entre l'opportunisme et le social-nationalisme est nié, d'une façon générale, aussi bien par A. Potressov que par Martov, Axelrod, VI. Kossoveki (qui en arrive à justifier le vote national-libéral des crédits de guerre par les démocrates allemands) et Trotsky.

Leur principal « argument » est que l'ancienne division de la démocratie « par rapport à l'opportunisme » ne coïncide pas entièrement avec sa division actuelle « par rapport au social-nationalisme ». Cet argument est, premièrement, inexact pour ce qui est des faits comme nous allons le démontrer, et, deuxièmement, il est absolument unilatéral, incomplet et insoutenable dans son principe du point de vue marxiste. Des individus et des groupes peuvent changer de camp, c'est non seulement possible, mais encore inévitable chaque fois que se produit un grand « chambardement » social; le caractère d'un *courant* donné ne s'en trouve nullement modifié, non plus que le lien idéologique entre des courants déterminés et leur signification *de classe*. Ces considérations, semble-t-il, sont si universellement connues et si indiscutables qu'on est même gêné d'y mettre trop l'accent. Et pourtant, ce sont précisément ces considérations que les auteurs dont nous parlons ont oubliées. La signification fondamentale de classe de l'opportunisme, – ou, si l'on préfère, son contenu économique et social, – c'est que certains éléments de la démocratie contemporaine sont passés (pratiquement, c'est-à-dire même s'ils n'en ont pas eu conscience) du côté de la bourgeoisie en ce qui concerne une foule de questions. L'opportunisme est une politique ouvrière libérale. À quiconque craindrait l'apparence « fractionnelle » de ces expressions, nous conseillerons de prendre la peine d'étudier les déclarations de Marx, d'Engels et de Kautsky (une « autorité » particulièrement commode

pour les adversaires du « fractionnisme », n'est-il pas vrai ?) ne serait-ce qu'à propos de l'opportunisme anglais. Il ne peut y avoir le moindre doute que cette étude conduira à reconnaître la coïncidence pleine et entière de l'opportunisme et de la politique ouvrière libérale. La signification fondamentale de classe du social-nationalisme de nos jours est absolument la même. L'idée fondamentale de l'opportunisme, c'est l'alliance ou le rapprochement (quelquefois l'entente, le bloc, etc.) entre la bourgeoisie et son antipode. L'idée fondamentale du social-nationalisme est exactement la même. La parenté politique et idéologique, la liaison, l'identité même de l'opportunisme et du social-nationalisme, ne font absolument aucun doute. Or, il va de soi que ce ne sont ni les individus ni les groupes que nous devons prendre pour base, mais bien l'analyse du contenu de classe des courants sociaux et l'examen politique et idéologique de leurs principes essentiels, primordiaux.

Abordant le même sujet sous un angle quelque peu différent, nous poserons la question : d'où vient le social-nationalisme ? Comment s'est-il développé et comment a-t-il grandi ? Qu'est-ce qui lui a donné son importance et sa force ? Quiconque n'a pas trouvé réponse à ces questions n'a absolument rien compris au social-nationalisme et est, bien entendu, totalement, incapable de « s'en démarquer idéologiquement », même s'il jure ses grands dieux qu'il est tout prêt à le faire.

Or, il ne peut y avoir qu'une seule réponse à cette question : le social-nationalisme est issu de l'opportunisme, et c'est précisément ce dernier qui lui a donné sa force. Comment le social-nationalisme a-t-il pu naître « d'un coup » ? Exactement de la même façon qu'un enfant vient au monde « d'un coup » neuf mois après avoir été conçu. Chacune des nombreuses manifestations de l'opportunisme qui se sont produites au cours de la deuxième époque (l'époque d'hier) dans tous les pays d'Europe était l'un des petits ruisseaux qui ont tous fusionné « d'un coup » pour nous donner maintenant le grand fleuve social-nationaliste aux eaux, il est vrai, peu profondes (ajoutons entre parenthèses : troubles et sales). Neuf mois après avoir été conçu, l'enfant doit se détacher de la mère; plusieurs dizaines d'années après avoir été conçu, le social-nationalisme, ce fruit mûr de l'opportunisme, devra dans un délai plus ou moins court (en comparaison de ces dizaines d'années) se détacher de la démocratie contemporaine. Les braves gens auront beau crier, se fâcher, entrer en fureur à l'énoncé de ces idées et de ces propos, cela est inévitable, car c'est la conséquence de tout le développement social de la démocratie moderne et des conditions objectives de la troisième époque.

Mais s'il n'y a pas concordance absolue entre la division de la démocratie « par rapport à l'opportunisme » et sa division « par rapport au social-nationalisme », n'est-ce pas la démonstration qu'il n'y a pas de lien essentiel entre ces phénomènes ? Premièrement, cela ne démontre rien, pas plus que le passage d'un certain nombre de bourgeois, à la fin du XVII^e siècle, tantôt du côté des féodaux, tantôt du côté du peuple, ne prouve l'« absence de liens » entre le développement de la bourgeoisie et la grande Révolution française de 1789. Deuxièmement, d'une façon générale, – et c'est bien de cela qu'il s'agit, – cette concordance existe. Prenons non pas un seul pays, mais plusieurs, par exemple dix pays d'Europe : l'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Belgique, la Russie, l'Italie, la Suède, la Suisse, la Hollande et la Bulgarie. Seuls les trois pays soulignés paraissent faire jusqu'à un certain point figure d'exception; dans tous les autres, les courants résolument opposés à l'opportunisme ont engendré, très précisément, des courants hostiles au social-nationalisme. Que l'on compare les fameux *Cahiers mensuels* et leurs adversaires en Allemagne, le *Naché Diélo* et ses adversaires en Russie, le parti

de Bissolati³ et ses adversaires en Italie : les partisans de Greulich⁴ et de Grimm⁵ en Suisse, de Branting⁶ et de Höglund⁷ en Suède, de Troelstra⁸ et de Pannekoek⁹-Gorter¹⁰ en Hollande; enfin, les « obchtedeltsy » et les « tesniaky¹¹ » en Bulgarie. La concordance générale entre l'ancienne et la nouvelle division est un fait, mais une concordance absolue ne se rencontre pas même dans les phénomènes les plus simples de la nature, pas plus qu'il n'y en a entre la Volga après sa jonction avec la Kama et la Volga avant ce confluent, ou qu'il n'y a de ressemblance absolue entre un enfant et ses parents. L'Angleterre est une exception apparente; en réalité, il y avait dans ce pays avant la guerre deux courants principaux organisés autour de deux quotidiens (indice objectif certain du caractère de masse d'un courant), le *Daily Citizen*¹² pour les opportunistes et le *Daily Herald*¹³ pour les adversaires de l'opportunisme. Ces deux journaux ont été submergés par la vague du nationalisme; mais près de 1/10 des partisans du premier journal et, les 3/7 environ des partisans du second sont passés à l'opposition. La méthode de comparaison habituelle, qui oppose simplement le *Parti socialiste britannique*¹⁴ au *Parti ouvrier indépendant*¹⁵ n'est pas juste, car on oublie le bloc *de fait* existant entre ce dernier parti, les fabiens¹⁶, et le *Labour Party*. Par conséquent, deux pays seulement sur dix font exception, mais là encore l'exception n'est pas complète, car il n'y a pas eu déplacement de courants, mais simplement une vague qui a submergé presque tous les adversaires de l'opportunisme (pour des raisons si évidentes qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter). Voilà qui montre la puissance de cette vague, mais ne contredit nullement la concordance générale, dans toute l'Europe, de l'ancienne division et de la nouvelle.

On nous dit : la division « quant à l'opportunisme » est périmée; seule la division en partisans de l'internationalisme et partisans de l'étroussée nationale a un sens. Cette idée est foncièrement erronée. La notion de « partisan de l'internationalisme » perd tout contenu et tout sens si elle n'est pas développée *concrètement*, et chaque étape de ce développement concret sera marquée par l'hostilité à l'égard de l'opportunisme. Dans la pratique, ce sera plus vrai encore. Un partisan de l'internationalisme qui ne serait pas un adversaire conséquent et résolu de l'opportunisme ne serait qu'un faux semblant, et rien de plus. Il se peut que certaines gens de cette espèce se considèrent sincèrement comme des « internationalistes »; mais on juge les gens d'après leur attitude politique et non d'après ce qu'ils pensent d'eux-mêmes : l'attitude politique de ces « internationalistes », qui n'agissent pas en adversaires conséquents et résolus de l'opportunisme, apportera toujours un encouragement ou un soutien au courant nationaliste. Par ailleurs, les nationalistes prétendent aussi être des « internationalistes » (Kautsky, Lensch¹⁷, Haenisch¹⁸, Vandervelde¹⁹, Hyndman²⁰ et d'autres); et non seulement ils se disent tels, mais ils acceptent pleinement le rapprochement, l'entente, l'union internationale des gens qui pensent comme eux. Les opportunistes ne sont pas contre l'« internationalisme », ils sont simplement pour l'adoption internationale de l'opportunisme et pour l'entente internationale des opportunistes.

- 1 *Naché Diélo* : revue menchevique ; parut à Petrograd en 1915.
- 2 Karl *Kautsky* (1854-1938) : D'origine autrichienne, il devient l'assistant de Engels. A la mort de celui-ci, il devient le « pape » de la social-démocratie internationale, garant de son intégrité doctrinale et le rédacteur en chef de la revue *Die Neue Zeit*. En 1914, il se range derrière la direction du SPD et soutient d'abord la guerre. En 1917, il participera à la formation du parti social-démocrate indépendant (USPD), « centriste ». Il retournera ensuite avec l'aile droite du parti indépendant au SPD.
- 3 *Bissolati* est l'un des fondateurs du Parti socialiste italien, leader de son aile réformiste de droite. En 1912, il est exclu du Parti socialiste et fonde le Parti Socialiste Réformiste, qui adopte une position social-chauvine en 1914, en défendant l'entrée de l'Italie dans la guerre aux côtés de l'Entente.
- 4 Herman *Greulich* (1842-1925), pionnier du syndicalisme et du socialisme en Suisse. Politiquement réformiste, il sera élu au conseil de la ville de Zurich de 1892 à sa mort, conseiller national de 1902 à 1905, puis de 1908 à sa mort.
- 5 Robert *Grimm* (1881-1958) : dirigeant du mouvement ouvrier suisse. Entra en 1912 au conseil exécutif de l'Internationale socialiste. Organisateur des conférences anti-guerre de Zimmerwald (1915) et Kienthal (1916). Favorable à la révolution russe, Grimm refuse les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste. Grimm évolue ensuite vers la droite du PSS et accepte de participer au gouvernement cantonal de Berne en 1938. Il continue à se réclamer du marxisme jusqu'à sa mort.
- 6 Karl Hjalmar *Branting* (1860-1925) : Dirigeant social-démocrate suédois, résolument réformiste. Son activité sera déterminante dans la constitution du parti social-démocrate suédois en 1889. Il en sera d'ailleurs président de 1907 à sa mort. En 1917, il sera la cheville ouvrière de la constitution du ministère de coalition socialistes-libéraux.
- 7 Carl Zeth *Höglund* (1884-1956) : Dirigeant social-démocrate suédois, puis communiste. Rejoignit le parti social-démocrate suédois en 1904 et prit la direction de son mouvement de jeunesse. Soutenant le droit à l'indépendance de la Norvège, Höglund fut condamné à six mois de prison (1906). Élu député en 1914, il participa à la conférence de Zimmerwald. Son action anti-guerre aboutit à un second emprisonnement en 1917, puis à son exclusion avec l'aile gauche du parti de la social-démocratie. Les exclus constituèrent un *Parti social-démocrate suédois de gauche*, à l'origine du parti communiste de Suède (SKP). Élu au comité exécutif de l'Internationale en 1922, Höglund quitta le parti communiste suédois en 1924 pour protester contre le contrôle excessif de l'Internationale par les Russes. Il créa sa propre organisation communiste avant de revenir, en 1926, au parti social-démocrate dont il anima l'aile gauche, tout en continuant à se réclamer du communisme. Höglund fut maire social-démocrate de Stockholm de 1940 à 1950.
- 8 Pieter Jelles *Troelstra* (1860-1930) : Avocat et dirigeant social-démocrate hollandais, résolument réformiste.
- 9 Anton *Pannekoek* (1873-1960) : Astronome de renom, actif dans la gauche social-démocrate avant 1914. Membre du groupe hollandais regroupé autour du journal *De Tribune*, il sera à l'avant-garde du combat contre le révisionnisme dans le S.P.D. En 1914, opposé à l'Union Sacrée, il se range derrière les bolchéviques. Mais à partir de 1919, Pannekoek se montre critique envers la ligne suivie par l'Internationale Communiste. Dès 1921, il considère que l'U.R.S.S. est une nouvelle forme d'État despotique; en conséquence, il est exclu de l'Internationale Communiste. Pannekoek se lie alors aux groupes "conseillistes", qui tentent une synthèse de l'anarchisme et du marxisme.
- 10 Herman *Gorter* (1864-1927) : poète reconnu, il rejoint la social-démocratie hollandaise en 1898 où il milite à l'aile gauche. Fondateur, en 1907, de la revue d'extrême-gauche *De Tribune*, il est exclu en 1909 et fonde avec Pannekoek, le SDP (Parti social démocrate). Internationaliste en 1914, il est expulsé de Hollande et s'établit en Suisse, soutient la conférence de Zimmerwald, puis se lie aux spartakistes allemands. Lors de la scission du PC allemand, il soutient son aile « gauchiste » (KAPD), anarchisante. À partir de 1920, Gorter est l'un des animateurs de la tendance « conseilliste » opposée au communistes.
- 11 *Tesniaky* (« Étroits ») : désigne les partisans marxistes du Parti Ouvrier Social-Démocrate bulgare, fondé en 1903 à partir de la scission du vieux parti social-démocrate. En 1914, les « étroits » furent internationalistes et zimmerwaldiens. En 1919, le parti rejoignit l'Internationale Communiste et se transforma en P.C. bulgare.
- 12 *The Daily Citizen* [Le Citoyen quotidien] : quotidien opportuniste britannique (Labour Party, Independent Labour Party, fabiens...) ; parut à Londres de 1912 à 1915.
- 13 *The Daily Herald* [Le Héraut quotidien] : alors organe des syndicats britanniques (TUC) ; parut à Londres

de 1912 à 1964.

- 14 Le B.S.P. (*British Socialist Party*), fondé en 1911, est le premier parti marxiste ayant existé en Angleterre. Il n'aura jamais une influence de masse. En 1914, il se divisera entre social-chauvins (dirigés par Hyndman) et internationalistes (dirigés par Mc Lean, Gallacher et Inpkin). Ces derniers prendront la majorité du parti en 1916. Le B.S.P. sera le cœur des forces permettant la constitution du P.C. britannique en 1920.
- 15 L'*Independant Labour Party* [Parti ouvrier indépendant] sera le premier groupement politique ouvrier d'Angleterre. Il était fondamentalement réformiste mais adoptera notamment des positions anti-guerre en 1914, sur lesquelles il reviendra ensuite.
- 16 La société fabienne, ultra-réformiste, tirait son nom de général romain Fabius Cunctator ("*Le temporisateur*"). Elle adhéra en 1900 au *Labour Party* et influencera considérablement les dirigeants de ce parti.
- 17 Journaliste, Lensch est à partir de 1902 le porte-parole de la gauche antirévissionniste au sein du Parti Social-Démocrate allemand, avec Luxemburg, Parvus, Mehring et Liebknecht. En 1912, il élu au Reichstaget s'oppose à l'approbation des crédits de guerre par le SPD en 1914. En 1915, il rallie la majorité du SPD., en octobre 1917, lors de la scission du SPD, il devient le porte-parole du courant dominant du parti, qui avait soutenu la guerre dès le début. Plus tard, Lensch abandonna la politique active, tout en évoluant vers la droite.
- 18 Benno Fritz Paul Alexander Konrad *Haenisch* (1876-1925) : social-démocrate en 1893. Rapidement journaliste pour divers organes socialistes. Au sein du SPD, il est un opposant au révisionnisme, aux côtés de R. Luxemburg. Haenisch est élu député du parlement de l'État prussien de 1911 jusqu'à sa mort, en 1925. En août 1914, Haenisch rejette le vote des crédits de guerre par le SPD, mais change de position dès octobre. Au cours de la révolution de novembre 1918, il devient ministre de l'Éducation dans le premier gouvernement d'État prussien dirigé par le SPD jusqu'à ce que sa politique scolaire échoue (1921). Il sera ensuite président du district de Wiesbaden jusqu'à sa mort, en 1925.
- 19 Emile *Vandervelde* (1866-1938) : Principal dirigeant du Parti Ouvrier Belge, qu'il a rejoint dès sa fondation, en 1884. En 1894, il rédige la charte de principes du parti. Il est aussi député de 1894 à 1938, et président de la II^e Internationale (1900-1918). Social-patriote, il est ministre des affaires étrangères durant la I^{re} guerre mondiale, puis l'un des principaux artisans du traité de Locarno. En 1933, il est désigné président du P.O.B., fonction qu'il alterne avec divers postes ministériels.
- 20 Henry *Hyndman* (1842-1921) : dirigeant socialiste britannique. Fils d'un riche homme d'affaires, Hyndman rencontre Marx en 1880, et fonde la *Social Democratic Federation*, le premier parti socialiste britannique, l'année suivante. Mais les méthodes controversées de Hyndman vont obérer de l'avenir de la SDF. En 1914, Hyndman soutient la participation de la Grande-Bretagne à la guerre. En 1917, il est hostile à la révolution russe.